

RELIGIONS Le Synode sur l’Amazonie, surveillé de près par le gouvernement brésilien, va débuter en octobre. **12**

HISTOIRE VIVANTE Edward Snowden raconte dans un livre comment il est devenu lanceur d’alerte. **13**

le**MAG** La réalisatrice Céline Sciamma signe un brillant manifeste féministe, *Portrait de la jeune fille en feu*. **19**

Plus de 4300 disparitions ont été enregistrées par la justice depuis une dizaine d’années à Ciudad Juarez, au Mexique. Une association aide les victimes et leurs familles. Interview

Le trou noir des disparus à Juarez

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE KOESSLER

Mexique ► Ciudad Juarez reste l’une des villes les plus dangereuses au monde. Depuis le début de l’année, près de 1000 homicides ont déjà été recensés dans cette ville mexicaine de 1,3 million d’habitants, à la frontière avec les Etats-Unis. Cela ne décourage pas le Centre des droits humains Paso del Norte d’aider les victimes de disparitions forcées et de torture et leurs familles, une problématique intimement liée au crime organisé et au narcotrafic dans cette cité qui n’est séparée d’El Paso (Texas) que par le Rio Bravo.

Soutien psychosocial et juridique et plaidoyer auprès des autorités sont les principales missions de cette association, soutenue depuis la Suisse par l’ONG Brigades de paix internationales. Mais que faire quand les cartels ont infiltré les plus hautes sphères de l’Etat, de la police et de l’armée? L’arrivée à la tête du pays du progressiste Andres Manuel Lopez Obrador en 2018 augure-t-elle un changement? *Le Courrier* a interrogé Maricela Vázquez, avocate et coordinatrice du Centre des droits humains Paso del Norte.

Les disparitions demeurent un phénomène courant à Ciudad Juarez et sa région. Quel état des lieux dressez-vous?
Maricela Vázquez: D’après les chiffres officiels, le Mexique compte aujourd’hui plus de 40 000 disparus, auxquels s’ajoutent 27 000 corps retrouvés qu’on n’a pu identifier.

Il y a d’un côté les disparitions forcées, celles commises par les agents de l’Etat, policiers fédéraux et militaires principalement. Et les disparitions perpétrées par des particuliers, en général par le crime organisé impliqué dans le trafic de drogues.

Dans l’Etat de Chihuahua, où nous travaillons, la plupart des victimes sont enlevées et forcées à travailler par le crime organisé. Elles sont utilisées par des groupes criminels pour cultiver, fabriquer ou faire passer des stupéfiants aux Etats-Unis ou alors pour la prostitution. Ce sont en majorité des jeunes hommes (entre 17 et 32 ans principalement), en général mexicains. Nombre d’entre eux sont ensuite assassinés.

Les crimes de féminicide à Ciudad Juarez, souvent liés à la prostitution forcée, ont pris des proportions alarmantes depuis plus de vingt ans¹. Qu’en est-il aujourd’hui?
Cela continue, et les actions du gouvernement restent totale-

Le Mexique compterait aujourd’hui plus de 40 000 disparus, auxquels s’ajoutent 27 000 corps retrouvés que l’on n’a pu identifier.
KEYSTONE



ment inefficaces pour localiser ces jeunes femmes disparues. Depuis le début de 2018, l’Etat de Chihuahua a enregistré 106 féminicides; il occupe la quatrième place parmi les autres Etats au niveau national.

Qui sont les victimes de disparitions forcées de la part de l’Etat? Dans quel contexte a-t-il recours à cette pratique?
Dans certains cas, il s’agit de vengeance de la part de policiers ou de militaires contre des personnes avec qui ils sont en conflit personnel. D’autres fois, les victimes sont des individus accusés d’enlèvement et d’extorsion. Ils sont emmenés au commissariat ou au Parquet et sont interrogés et torturés. Parfois ils succombent aux tor-

tures ou sont tués. Les fonctionnaires les enterrent alors clandestinement.

Quelle est la dimension du problème de la torture dans l’Etat de Chihuahua?
Les forces de police et les militaires y ont recours de manière systématique. Il n’y a pas d’investigations de la part des institutions de l’Etat et de la justice. Ces dernières années, le gouvernement a fait pression pour obtenir des résultats dans la lutte contre les enlèvements. Résultat: la police a accusé n’importe qui d’avoir commis un kidnapping et s’est livré à des montages de toutes pièces pour avoir des cas à présenter. Cela a favorisé la pratique de la torture dans le but d’obtenir des aveux.

N’y a-t-il eu aucune volonté politique de lutter contre la torture?
Non, et ni l’Etat fédéral ni les autorités locales ne reconnaissent son existence. Récemment, deux collègues avocates ont été témoins d’actes de torture au sein même du bureau du Procureur (Fiscalía). Elles sont alors intervenues et ont ensuite été menacées de représailles si elles parlaient.

Les autorités combattent-elles les disparitions menées par les narcotrafiquants?
Non, et c’est ce que nous réclamons depuis si longtemps. Après l’adoption en 2017 d’une loi nationale spéciale sur les disparitions et sur le système de recherche des personnes, nous avions un espoir de changement. Mais cette législation

n’est pas appliquée. Lorsque la disparition d’une personne qui avait des liens avec le crime organisé est signalée, la réponse des autorités est toujours la même: «Il a ce qu’il mérite.»

Certaines autorités et administrations sont même directement impliquées dans le narcotrafic. Quelle ampleur a pris ce phénomène?
Là aussi beaucoup de témoignages convergent, même si rien n’a été établi sur la base de preuves solides. Le procureur général lui-même et des personnages politiques de premier plan ont été accusés. Le cas des 43 étudiants de l’école normale d’Ayotzinapa qui ont disparu en 2014 dans l’Etat de Guerrero a montré de façon emblématique les connivences entre le gouver-

nement et les cartels de la drogue. Ils travaillent parfois main dans la main.

L’Etat de Chihuahua a été militarisé pour lutter contre ces mafias. Vous dites que cela n’a servi à rien, bien au contraire...
Aujourd’hui, l’armée mexicaine fait elle-même partie du crime organisé. A partir de 2006, le gouvernement de Felipe Calderon avait démarré son prétendu «combat» contre le narcotrafic dans le Chihuahua et a lancé des opérations d’envergure où étaient mobilisées ensemble l’armée et toutes les polices. C’est en 2008, alors que ce dispositif sécuritaire était à son apogée, qu’a été enregistré le plus grand nombre d’enlèvements et d’extorsions. Et à partir de 2009, les cas de disparitions ont fortement augmenté.
Le président Enrique Peña Nieto, élu en 2012, a poursuivi cette politique. Toutefois, après un retrait très partiel des militaires à partir de 2013 et 2014, les chiffres concernant ces mêmes délits ont commencé à diminuer.

Les victimes qui recourent à la justice obtiennent-elles parfois gain de cause?
Dans le cas récent d’un autochtone torturé et tué par la police à Ciudad Juarez, nous avons pu obtenir la condamnation des auteurs. Mais, dans l’immense majorité des cas, l’impunité est la règle.

Les activistes des droits humains sont-ils victimes de répression et d’assassinats?
Oui, nous recevons régulièrement des menaces de mort. Une de mes collègues a déposé plainte auprès des institutions compétentes de l’Etat mais ces dernières n’ont pas réagi. Nous avons en revanche subi récemment la perquisition de nos bureaux par la police.
De nombreux défenseurs des droits humains sont assassinés dans tout le pays. Entre 2015 et 2016, dans l’Etat de Chihuahua, dix-sept d’entre eux ont été tués. C’est la région la plus touchée après l’Etat du Guerrero (quarante-quatre victimes) et celui d’Oaxaca (trente-deux). La plupart défendent le droit à la terre. Dans le Chihuahua, treize d’entre eux étaient des représentants du peuple indigène Raramuri, lequel est particulièrement mobilisé pour la défense de son territoire. Ils sont eux mêmes victimes de déplacements et de travail forcé par le crime organisé. I

Lopez Obrador: espoir déçu

Après l’élection de la personnalité de gauche Andres Manuel Lopez Obrador en juillet 2018 à la présidence, avez-vous constaté un changement de politique ou une volonté d’engagement sérieux sur la question des disparitions et de la torture?
Maricela Vázquez: Malheureusement pas. Mis à part l’ouverture au dialogue et aux questions humanitaires, rien de nouveau n’a été mis en place. Fin août, le gouvernement a annoncé que le Mexique allait reconnaître la compétence du comité des Nations Unies sur les disparitions forcées, mais un mois après, il ne l’a pas encore formalisé. Autre signe

inquiétant: lorsqu’en juin dernier, la Commission nationale des droits humains a publié son rapport annuel, M. Lopez Obrador n’a pas voulu le recevoir personnellement.
Nous sommes conscients que le Mexique souffre de problèmes structurels – comme la corruption – qui ne vont pas se résoudre du jour au lendemain. Tout ne dépend pas de l’élection d’un président, mais nous nous attendions à au moins quelques actions fortes.
Le président Lopez Obrador a annoncé au début de l’année la création d’une «Garde

nationale», un nouveau corps de sécurité destiné à combattre le crime organisé? Qu’en pensez-vous?
Il reprend les recettes tentées sans succès par les deux gouvernements précédents. La Garde nationale est composée par la police fédérale et certaines sections de l’armée. Elle va monter des opérations mixtes dans lesquelles peuvent intervenir les polices municipales et étatiques. Nous ne voyons pas la différence fondamentale avec ce qui s’est fait jusqu’à présent.

PROPOS RECUEILLIS
PAR CKR

¹ Selon le Centre universitaire Colegio de la Frontera Norte, 499 cas de féminicides avaient été recensés à Ciudad Juarez entre 1993 et 2007 et 1720 cas de 2008 à 2017.